



NEWSLETTER FEVRIER 2011

La place des associations dans l'Acte pour le marché unique: vers un cadre légal pour une reconnaissance au niveau européen

Le Forum Civique Européen salue l'engagement de la Commission européenne, à travers son programme politique à l'horizon 2014, de mettre les citoyens au cœur de la relance du projet européen et espère vivement que cette volonté politique sera traduite en actes afin que les engagements aillent au-delà d'une simple préoccupation de transparence et d'information.

En effet, pour combler le déficit de légitimité de ses décisions et de reconnaissance par les citoyens dont souffre l'Europe actuellement et pour contrer la tendance à la désaffection civique générale, le premier défi à relever est d'amener les citoyens et la société civile organisée à intervenir dans le débat sur l'avenir de l'Union, afin qu'ils s'en approprient les enjeux et deviennent des acteurs clé du processus de discussion des politiques mises en œuvre dans le cadre des Traités.

Avec l'approfondissement du marché unique, l'Union européenne entre dans la vie de tous les jours de ses citoyens. Les droits, les contraintes, les difficultés et les bénéfices qui découlent de cette « citoyenneté du marché unique » impliquent le développement d'un sentiment d'appartenance à une communauté de biens, de capitaux, de services et de personnes.

Il est donc plus urgent que jamais que, comme le stipule le Traité de Lisbonne, l'Union européenne se construise sur une « communauté de valeurs », comme l'indique son article 2, ouvrant la perspective d'une citoyenneté sociale et politique au travers des droits stipulés dans la Charte des droits fondamentaux. Dans son article 11, le traité crée les conditions pour les citoyens et les organisations de la société civile afin de mieux faire connaître leurs voix dans « tous les domaines d'action de l'Union ».

Nous demandons que les liens entre le développement d'un marché unique et la démocratie citoyenne apparaissent comme centraux dans les propositions que fait la Commission. Le débat public sur l'avenir du marché unique est une grande opportunité de réajuster le projet européen afin qu'il reflète de plus près les préoccupations et les intérêts de ses citoyens. Les mesures qui seraient apportées en matière de croissance, de démocratie sociale et de bonne gouvernance doivent à notre sens viser à permettre à l'Europe de sortir de la crise économique, sociale et politique dans laquelle elle se trouve depuis ces dernières années.

*Joint à cette newsletter vous trouverez la **contribution du Forum Civique Européen à la consultation publique sur le Pacte pour le marché unique**. Nos propositions portent sur le besoin d'une reconnaissance juridique et politique des associations au niveau européen. **Il est inexplicable et profondément regrettable que ce texte n'intègre pas les associations dans la sphère de l'économie sociale, aux côtés des fondations, coopératives et mutuelles !***

ACTUALITÉS DU FORUM CIVIQUE EUROPÉEN

Session plénière 2011 du Groupe de Liaison : la voie à suivre pour le dialogue structuré du CESE avec la société civile organisée



Le groupe de Liaison du CESE (Conseil Economique, Social et Environnemental) ainsi que les réseaux et organisations européennes de la société civile se sont rencontrés en session plénière le 10 février afin de discuter de ses priorités de travail pour les deux prochaines années. Le président du Forum Civique Européen, Jean-Marc Roirant a été nommé Co-président du Groupe de Liaison, ensemble avec M. Staffan Nilsson, président du Comité économique et social européen (CESE) pour le mandat actuel de deux ans et demi du CESE.

Les membres du Groupe de Liaison ont convenu de travailler dans une même ligne avec les priorités politiques fixées par le Président du CESE dans son [programme de travail](#), cependant les membres pourront librement fixer leurs propres priorités de travail. Les thématiques de travail pour la période à venir seront :

1. **Développement durable et la croissance** – la cohésion sociale et économique fondamentale, la pertinence des différents acteurs de l'économie sociale, le développement économique respectueux de l'environnement, la mise en œuvre effective de la Charte des droits fondamentaux, le « Social Business Initiative », de nouveaux critères pour évaluer le « bien-être » ;
2. **Solidarité et développement** – Quelle(s) forme(s) de la solidarité en Europe et dans le monde ?, la dimension intergénérationnelle, la lutte contre les inégalités, l'aide et le développement, le dialogue euro-méditerranéen, la (les) culture(s) et la diversité ;
3. **Dialogue et participation** – la place et le rôle des corps intermédiaires, les bénévoles et l'engagement, le déficit démocratique de l'UE, un cadre structuré pour le dialogue civil (Livre vert), la restauration de la confiance des citoyens dans les institutions, le renforcement de la société civile.

Dans le contexte de l'article 11 du traité de l'UE un accent tout particulier sera mis sur la démocratie participative. Afin de maximiser l'interaction avec les travaux des organes du Comité sur ces questions et en vue d'apporter une véritable valeur ajoutée dans le processus d'élaboration d'avis du CESE, des mécanismes spéciaux seront mis en place.

Le Groupe de Liaison a été mis en place en 2004 afin d'assurer le lien entre le CESE et les réseaux et organisations européennes de la société civile. Il est conçu pour être à la fois un organe de liaison et une structure de dialogue politique avec ces organisations et réseaux. Actuellement, il est composé de 15 membres du CESE - le Président, agissant en tant que co-président du Groupe de Liaison, les trois présidents de groupe, les six présidents de section, ensemble avec les présidents de la CCMI (Commission Consultative des Mutations Industrielles), les trois observatoires (marché unique, développement durable, marché du travail) et le comité de pilotage de la Stratégie Europe 2020 – ainsi que des représentants des 20 principaux secteurs de la société civile européenne.

Le rôle du FCE au sein du Groupe de Liaison sera de promouvoir l'idée d'une Union européenne fondée sur l'intégration, la construction de l'Europe ne pouvant pas être réduite à une simple juxtaposition de positions nationales. Cette perception de l'Europe pourrait se traduire par « une union sans cesse plus étroite de nos sociétés civiles », une meilleure structuration au niveau local, national et européen mais également par la création d'un espace public de dialogue et de coopération qui permettrait la formulation de positions communes envers les institutions, avec un impact et une légitimité accrues.

[Cliquez-ici](#) pour plus d'information

Rencontre du 10 février du Groupe « Citoyenneté Européenne Active » : le FCE contribue activement à la discussion sur l'avenir du programme « Europe pour les citoyens »



Le Forum Civique Européen a participé le 10 Février à une réunion du groupe de dialogue structuré « Citoyenneté Européenne Active » rassemblant une cinquantaine d'organisations de la société civile travaillant sur la citoyenneté active, se réunissant régulièrement avec la Commission européenne pour discuter de questions liées à la mise en œuvre du programme « Europe pour les citoyens » ou d'autres questions d'actualité.

Structured dialogue

Parmi les points principaux à l'ordre du jour de la rencontre, une discussion sur les priorités spécifiques pour le programme «Europe pour les citoyens » en 2012 : le Traité de Lisbonne (Charte des droits fondamentaux et mise en œuvre de l'initiative citoyenne européenne), la Stratégie Europe 2020 et l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle. Les priorités permanentes du programme seront recentrées sur deux priorités importantes:

- **Les citoyens et l'Union Européenne** orientée sur des thématiques horizontales telles que les valeurs, la vie démocratique, les questions institutionnelles ;
- **Les politiques de l'UE et les intérêts des citoyens** suite aux recommandations issues des réunions des parties prenantes en Juin 2010. Au cours de cette consultation des parties prenantes, le Forum Civique Européen a fait des propositions concrètes sur la façon d'améliorer les pratiques de dialogue structuré de manière à se rapporter davantage à l'article 11 du traité Lisbonne et de faciliter l'impact de la société civile sur l'agenda politique. Nous

sommes très heureux de voir que le nouveau programme sera conçu pour tenir compte de ces propositions, ainsi que de celles avancées par d'autres collègues de la société civile qui appelaient à lier les discussions au sein du Groupe de dialogue structuré aux actuels enjeux européens.

En ce qui concerne ces deux propositions, le Forum Civique Européen a demandé l'organisation annuelle d'un Forum Europe pour les citoyens (sur le modèle des forums des parties prenantes), en marge de la cérémonie des Etoiles d'Or, afin de créer un débat sur les enjeux actuels au sein de la politique de la citoyenneté européenne en général, en se concentrant en particulier sur la citoyenneté active et la démocratie participative.

Encore 5 députés pour signer la déclaration écrite des Statuts Européens des Associations Européennes, Fondations et sociétés mutuelles !



Le Forum Civique Européen coordonne [l'Alliance Européenne pour le Statut d'Association Européenne](#) (EASEA), rassemblant une quarantaine d'associations européennes, de réseaux et de plates-formes ayant fait campagne depuis novembre 2010, en collaboration avec les fondations et mutuelles, pour le soutien

de la [déclaration écrite 84/2010](#) demandant à la Commission européenne de présenter trois propositions de statut européen pour les fondations, associations et mutuelles. La déclaration écrite a été initiée par les députés Marc Tarabella (S&D, B), Regina Bastos (PPE, P), Renate Weber (ADLE, RO), Pascal Canfin (Verts, F) et Marie-Christine Vergiat (GUE / NGL, F).

Grâce à l'excellent travail accompli au niveau national et européen et à la participation directe des organisations membres au cours des sessions plénières du Parlement européen les 2 et 3 février à Bruxelles ainsi que les 15 et 16 février à Strasbourg, nous avons recueilli à ce jour [364 signatures de députés soutenant la déclaration écrite 84/2010](#).

Nous sommes extrêmement proches de rassembler le nombre nécessaire de signatures (369) pour voir la déclaration écrite devenir une position officielle du Parlement européen et être transmise à la Commission européenne, ainsi qu'aux parlements et gouvernements nationaux ! Étant donné le grand nombre de signatures, le député européen Marc Tarabella a obtenu une prolongation de la période de signature jusqu'au 10 Mars 2011.

Notre bataille pour la déclaration écrite étant toujours en cours, nous souhaiterions vous demander de mener une fois de plus une campagne et de convaincre les députés de signer la déclaration écrite 84/2010. Pour votre information, outre les séances plénières, les députés ont la possibilité de signer la déclaration écrite à Bruxelles en permanence. Le bureau est situé dans le Parlement européen (PHS 02 A30), au 2ème étage à droite sous l'hémicycle.

[Cliquez-ici](#) pour en savoir plus sur la campagne EASEA

ACTUALITÉS DE NOS MEMBRES

Conférence sur la citoyenneté par le Forum pour le développement démocratique

Le 3 Mars 2011, le FDO (Forum pour le développement démocratique) en collaboration avec le Programme Soeterbeeck organise la deuxième Conférence sur la Citoyenneté avec Mme Evelyn Tonkens, professeur de la citoyenneté et ambassadrice du FDO. La conférence sera suivie d'un débat avec M. Macel Wissenburg, professeur de théorie politique à l'Université Radboud, et Mme Mercedes Zandwijken d'un think tank de cohésion sociale. La réunion aura lieu dans le Nutshuis à Den Haag, et commencera à 20h.

[Cliquez-ici](#) pour en savoir plus.



Position commune de l'organisation de la société civile hongroise à propos de la Présidence hongroise de l'UE



La Hongrie détient actuellement la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne jusqu'à la fin de Juin 2011 : une occasion pour quelques 107 organisations de société civile hongroises d'exprimer leurs préoccupations et recommandations, ainsi que de parvenir à une position commune (voir document ci-joint) initiée et organisée par European House, demandant à ce que les programmes de la présidence soient - dans la lignée des possibilités offertes par le traité de Lisbonne - ouverts et plus inclusifs pour la société, renforçant et donnant un contenu concret à la citoyenneté européenne active.

[Cliquez-ici](#) pour en savoir plus sur l'European House.

Les Think Tanks polonais à propos de la présidence polonaise de l'UE



INSTYTUT SPRAW PUBLICZNYCH
THE INSTITUTE OF PUBLIC AFFAIRS

La Pologne prend la présidence de l'Union européenne au second semestre de 2011.

Le gouvernement a remporté des applaudissements à Bruxelles pour sa préparation. Une caractéristique du processus a été l'appel fait par le gouvernement aux think tanks, aussi bien en tant que relais d'information que de conseillers. Selon un texte commun de quatre think tanks polonais sur la présidence polonaise du Conseil de l'UE, publié dans le quotidien polonais Gazeta Wyborcza et mis en ligne par l'Economiste, tout le monde n'est pas à l'écoute...

[Cliquez-ici](#) pour lire la suite

Séminaire du Cidem « 20 ans après... ça continue ! »

cidem.org

Le CIDEM (Civisme et Démocratie) organise du 16 au 20 Mars 2011 à Versailles le séminaire « 20ans après... ça continue! » afin de poursuivre les réflexions engagées sur l'importance des valeurs démocratiques reposant sur l'expérience commune de jeunes volontaires impliqués dans le milieu associatif. Ce séminaire sera principalement axé sur la participation des jeunes à la vie communautaire et par cette participation, sur la promotion de la démocratie.

[Cliquez-ici](#) pour plus d'informations.

EUROCLIO devient une «ONG en relations opérationnelles avec l'UNESCO»



En Février 2011, notre organisation membre, EUROCLIO est devenu officiellement une "ONG en relations opérationnelles avec l'UNESCO", après que leur demande soumise à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture eut été clairement approuvée.

EUROCLIO prévoit de contribuer activement aux initiatives de l'UNESCO dans des domaines tels que l'éducation inclusive, le dialogue interculturel et l'éducation au patrimoine. À cette fin, EUROCLIO œuvrera au développement de cette relation officielle sur une coopération fructueuse.

[Cliquez ici](#) pour plus d'informations

ACTUALITÉS INSTITUTIONNELLES

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont signé le règlement sur l'Initiative Citoyenne Européenne



©András Kovács, Hungarian Presidency

L'Initiative Citoyenne Européenne a reçu un feu vert définitif le 16 Février à Strasbourg par le Parlement européen et la Conseil de l'Union européenne. Le traité de Lisbonne introduit une nouvelle dimension de la démocratie participative, aux côtés de la démocratie représentative qui est le fondement de l'Union européenne, dans le but de rapprocher l'UE de ses citoyens en encourageant davantage le débat transfrontalier sur les questions européennes. À partir de 2012, les citoyens de l'UE seront en mesure de demander à la Commission des propositions législatives sur une question précise

(qui relève d'un domaine de compétences de l'UE et est compatible avec les valeurs de l'Union) à condition qu'un million de signatures auront été recueillis dans au moins sept membres États.

Le nombre de signataires requis par chaque pays dépend de la taille de la population et varie de 3 750 à 74 250. Le soutien à l'initiative proposée peut être exprimé sous forme papier ou électronique. Une fois qu'une initiative est enregistrée, l'organisateur dispose de 12 mois pour rassembler le million de signatures nécessaires. Un guide d'utilisateur sur le recours aux initiatives citoyennes sera disponible sur un site dédié, dans toutes les langues officielles de l'UE.

[Cliquez-ici](#) pour en savoir plus

La Commission européenne augmente son appui pour la société civile en Biélorussie



Au cours de la Conférence internationale des donateurs à la Biélorussie qui se tint à Varsovie (Pologne), le Commissaire à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage Štefan Füle a déclaré: « *En démonstration claire de notre soutien sans faille à la société civile dans ces moments difficiles, nous allons augmenter notre financement des 4 millions actuels à 15,6 millions d'euros. Avec ces mesures, nous cherchons à éviter l'isolement de la population biélorusse. Je crois que nous avons une responsabilité importante à cet égard.* »

La Commission européenne prendra en charge avec ses soutiens non gouvernementaux biélorusses les médias indépendants et les étudiants qui sont soumis au régime de la répression, de trois principales manières :

- 1) La Commission fournira un financement plus important en vertu de l'Instrument pour la Démocratie et des Droits de l'Homme et les acteurs non-étatiques du programme ;
- 2) La Commission maintiendra notre investissement annuels d'un million d'euros à l'Université Européenne des Sciences Humaines en exil à Vilnius ;
- 3) La Commission offrira des bourses et promouvra la mobilité des étudiants et plus généralement l'échange entre les institutions de la Biélorussie et l'Union européenne.

La conférence visait à apporter un appui financier pour les militants de la démocratie biélorusse à des sanctions récemment mis en œuvre sur les fonctionnaires du gouvernement, après la répression de manifestants suite aux élections et à la détention de centaines de membres de l'opposition démocratique. L'événement a également été l'occasion d'envoyer un soutien à la société biélorusse à un moment difficile et d'empêcher son isolement du reste de l'Europe. La conférence a été suivie par les délégations du gouvernement et des représentants d'ONG d'Etats membres de l'UE, de pays candidats à l'UE, des États-Unis, du Canada et des pays membres du Programme Partenariat Est-européen, y compris l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

[Cliquez ici](#) pour en savoir plus

Le Conseil de l'Europe travaille à la mise en œuvre du Code de bonnes pratiques pour la participation civile dans le processus décisionnel



La Division des ONG (Organisations Internationales Non Gouvernementales) et de la Société Civile du Conseil de l'Europe travaille sur la promotion et la mise en œuvre du Code de bonnes pratiques pour la participation civile dans le processus décisionnel qui a été adopté par la Conférence des OING du Conseil de l'Europe en Octobre 2009. Depuis son adoption, le Code a été traduit en 13 langues différentes et est promu par des ONG dans plusieurs pays européens. Le Code est disponible sur le site Web de la Conférence des OING: www.coe.int/ngo/ "Code of Good Practice".

Pour donner des exemples de la façon d'utiliser le Code de bonnes pratiques, le Conseil de l'Europe souhaite créer une banque de données sur la participation civile. Cette banque de données comprendrait différents exemples de bonnes pratiques dans toute l'Europe et pourrait servir d'outil de référence pour tous les utilisateurs du Code de bonnes pratiques.

Le Conseil de l'Europe est à la recherche de contribution de la part d'ONG, veuillez s'il vous plaît trouver ci-joint un bref questionnaire et le retourner complété avant le 10 Mars 2011 à l'adresse suivante : civil.participation@coe.int.